



ASIE/PAKISTAN - Remise en liberté de Rimsha Masih - son cas soutient le réexamen de la loi sur le blasphème

Islamabad (Agence Fides) – Ce matin, le juge pakistanais Muhammad Azam Khan a disposé la remise en liberté sous caution de Rimsha Masih, la fillette chrétienne arrêtée au Pakistan sous l'accusation de blasphème pour avoir brûlé un certain nombre de pages du coran. La caution a été fixée à 500.000 roupies pakistanaises soit environ 4.500 €uros. La demande de liberté sous caution a été acceptée dans la mesure où les preuves ont été jugées insuffisantes pour prolonger la détention de la mineure, par ailleurs handicapée mentale. La décision du juge, dans un premier temps annoncée pour 15h00 locales – et donc après la prière du vendredi – a ensuite été anticipée par surprise.

« La décision en faveur de la fillette est positive pour de nombreuses raisons » déclare à l'Agence Fides le Pr. Mobeen Shahid, enseignant de pensée et religion islamiques à l'Université pontificale du Latran. Selon le Professeur, « pour la première fois, il a été possible de démontrer de manière évidente que la loi sur le blasphème peut être manipulée sur la base de fausses accusations. Ceci aide la réflexion déjà en cours à propos de possibles modifications des procédures d'application de la loi en question ». Shahid indique un certain nombre de points pouvant faire l'objet de rectifications : « Avant de prendre en considération une plainte pour blasphème, il est nécessaire que les faits soient évalués de manière rigoureuse au travers d'une enquête adéquate. De plus, les accusateurs doivent eux aussi être placés en isolement afin d'éviter d'instiguer les masses à des réactions de haine et ce tant que la véracité de l'accusation n'a pas été prouvée. Si par la suite, les accusations se révèlent être fausses – et ceci est également suggéré par les Ulémas – les accusateurs doivent être punis ».

« Le cas de Rimsha – ajoute pour Fides le Père Inayat Bernard, co-directeur du magazine « The Christian View » de Lahore – constitue une opportunité pour réexaminer l'application de la loi sur le blasphème dans son ensemble, loi qui, par le passé, a fait nombre de victimes parmi les minorités religieuses mais surtout chez les musulmans du fait des nombreux abus. La nouvelle prise de conscience que le cas de Rimsha a provoqué au sein de l'opinion publique pakistanaise constitue un progrès et une chance à ne pas perdre pour affirmer le respect de la dignité humaine et de ses droits au sein de la société pakistanaise. En tant que communauté chrétienne, nous espérons que les institutions, les forces politiques et les communautés religieuses, à la lumière de ces derniers développements, pourront s'accorder afin d'éviter l'usage instrumental de la religion au Pakistan ». (GV). (Agence Fides 07/09/2012).